



**IRDA PARIS**

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Mercredi 21 juin 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
199<sup>e</sup> année  
22 juin 2023  
n° 23 / 8000<sup>e</sup>  
pages 1169 à 1216

## CHRONIQUE / Droit et liberté fondamentaux

Liberté religieuse, discrimination et intersectionnalité (à l'envers)  
À propos du voile de l'avocate  
> *Stéphanie Hennette-Vauchez*

1183

### ÉDITORIAL

1169 « Néolibéralisme » ou antilibéralisme ?, *Jean-Philippe Feldman*

### ACTUALITÉS

- 1173 Transport maritime (responsabilité): portée des mentions du connaissance
- 1173 Sauvegarde (plan): paralysie des poursuites contre les coobligés
- 1173 Liquidation judiciaire (cession): assiette du droit de préférence
- 1174 Vente (faculté de rachat): prescription quinquennale de l'action
- 1176 Liberté d'opinion (égalité des armes): écrits produits devant les tribunaux
- 1178 Conseil de prud'hommes (compétence): cession des actions d'un salarié licencié
- 1180 Avocat (mission): prescription de l'action en responsabilité

### POINT DE VUE

1181 Le droit dans la post-humanité, *Xavier Labbé*

### ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1191 **Panorama:** Droit des majeurs protégés, *Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro*
- 1202 **Notes:** L'extension du domaine du déréférencement: de la contribution du droit des données à caractère personnel à la régulation des contenus en ligne, note sous *CJUE 8 déc. 2022, Thibault Douville*
- 1208 Détermination du for contractuel de la vente internationale de marchandises, note sous *Com. 8 févr. 2023, Gérard Anou*
- 1211 Responsabilité du fait des produits défectueux et garantie des vices cachés: un cumul d'actions?, note sous *Cv. 1<sup>re</sup>, 19 avr. 2023, Guillemette Wester*

### ENTRETIEN

1216 *Jean-Christophe Duhamel et Ghislain Poissonnier*  
Vers un avis de la CJU sur les obligations des États en matière climatique

Lefebvre Dalloz

DALLOZ



Version numérique incluse\*



322525



9 782993 225239

# Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La Défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786620357  
www.dalloz.fr - secredl@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
STEPHANE DOKET  
DIRECTEUR GÉNÉRAL, DIRECTEUR DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CYCLE - PRIMAIRE & ŒUVRES »,  
HELENE BOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE  
ALAIN BERENGER, NICOLAS DUBREUIL,  
BÉNÉDICTE FAUVANQUE-COMSON et PASCALE MÉRIS

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE  
PASCALE DUBREUIL  
RÉDACTION

#### DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

#### RÉDACTION

Mélie HARSOUËT DE KEBAVEL (01 40 64 53 70)

#### CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVINA-ROBARDET

Commerce-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et consommations : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

#### ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patrice ANDRY (01 40 64 53 84)

Laurence BREUZE-DIDNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHÉREAU (07 84 42 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1<sup>er</sup> secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

#### ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

amdo@dalloz.fr

Relations clients : Laïc FIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service clientèle : Sandrine TOUTON-MICHEL

Tél. : 01 46 92 20 34 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Étranger : 1 014,56 € TTC

Prix au numéro : 41,56 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPDAP 1027 T 82205

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juin 2023

#### Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 1 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00008

Code APE 5811Z / TVA FR 89 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Siret

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans le recueil est interdite.



Origine du papier : Portugal  
Taux de fibres recyclées : 0 %  
Prix : 0,08 kg/t

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Jean-Philippe Feldman

1169

« Néolibéralisme »  
ou antilibéralisme ?

## ACTUALITÉS

1172

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Garantie autonome (donneur d'ordre): recours  
contre le bénéficiaire, Com. 14 juin 2023

Consommation

Surendettement (recevabilité): pouvoir du juge  
saisi sur recours, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Surendettement (rééchelonnement): point de  
départ du délai de forclusion, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Contrat d'affaires

Transport maritime (responsabilité): portée des  
mentions du connaissance, Com. 14 juin 2023

Transport maritime (d'affrètement): droit de  
rétention du fretteur, Com. 14 juin 2023

Entreprise en difficulté

Sauvegarde (plan): paralysie des poursuites  
contre les coobligés, Com. 14 juin 2023

Liquidation judiciaire (cession): assiette du droit  
de préférence, Com. 14 juin 2023

Liquidation judiciaire (insaisissabilité): preuve de  
la résidence principale, Com. 14 juin 2023

Déclaration des créances (contestation):  
instance devant la juridiction compétente,  
Com. 14 juin 2023

Société et marché financier

Groupement d'intérêt économique: action du  
liquidateur contre les membres,  
Com. 14 juin 2023

1174

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (faculté de rachat): prescription  
quinquennale de l'action, Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Vente (réserve de propriété): subrogation du  
prêteur, Com. 14 juin 2023

Conseil en gestion de patrimoine: devoir  
d'information et de conseil, Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

1175

### DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Contrat d'entreprise (marché à forfait): travaux  
supplémentaires, Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Sous-traitance (sous-traité): portée de  
l'annulation après exécution, Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Copropriété

Parties communes (atteinte): coût des travaux  
de remise en état, Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

1176

### DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Presse et communication  
Liberté d'opinion (égalité des armes): écrits  
produits devant les tribunaux,  
Civ. 3<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Procédure pénale

Enquête de flagrance (perquisition): accord  
écrit du magistrat, Crim. 7 juin 2023

1177

### DROIT PUBLIC

Environnement

Étiquetage (fruits et légumes): constitutionnalité  
du régime, Cons. const. 14 juin 2023

Santé publique

Infection nosocomiale (indemnisation): finalité  
de l'intervention, Civ. 1<sup>re</sup>, 14 juin 2023

1178

### DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Conseil de prud'hommes (compétence): cession  
des actions d'un salarié licencié, Soc. 7 juin 2023

1179

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (déclaration): remise au greffe de la  
cour d'appel, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Appel civil: appel-nullité principal et appel-  
réformation subsidiaire, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Appel civil (conclusions): notification en cas de  
constitution d'avocat, Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juin 2023

Profession juridique et judiciaire

Avocat (mission): prescription de l'action  
en responsabilité, Civ. 1<sup>re</sup>, 14 juin 2023



## POINT DE VUE

1181

Le droit dans la post-humanité  
par Xavier Labbé



## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

### CHRONIQUE

1183

Liberté religieuse, discrimination et intersectionnalité (à l'emmen) À propos du voile de l'avocate  
par Stéphanie Hennette-Vauchez

### PANORAMA

1191

Droit des majeurs protégés  
mai 2022 – mai 2023  
par Jean-Jacques Lemouland et David Noguéro

### NOTES

1202

L'extension du domaine du déréférencement :  
de la contribution du droit des données à caractère  
personnel à la régulation des contenus en ligne,  
note sous *CJUE* 8 déc. 2022  
par Thibault Douville

1208

Détermination du for contractuel de la vente internationale  
de marchandises, note sous *Com.* 8 févr. 2023  
par Gérard Anou

1211

Responsabilité du fait des produits défectueux et garantie  
des vices cachés : un cumul d'actions ?,  
note sous *Cr.* 1<sup>er</sup> 19 avr. 2023  
par Guillemette Wester



## ENTRETIEN

1216

Jean-Christophe Duhamel et Ghislain Poissonnier  
Vers un avis de la C.U sur les obligations des États  
en matière climatique

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maximal) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (différences entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre résiliation.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revue.fr](http://Dalloz-Revue.fr)

REVUE LAMY

# Droit des Affaires

NUMÉRO SPÉCIAL

Le déséquilibre significatif en franchise :  
quelle importance ?

*Nicolas DISSAUX, Romain LOIR, Vincent VIGNEAU, Nicolas FERRIER, Charlotte BELLET,  
Rémi de BALMANN, Grégoire TOULOUSE et Gaël CHANTEPIE*

**193** | MENSUEL  
JUIN 2023



## Conseil scientifique

### Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

### Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

### Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

### Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

### Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

### Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

### Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédactrice en chef :** Chloé Mathonnière

**Rédactrices en chef adjointes :**

Anouk Jaunasse, Joséphine de Romanet,

**Ont collaboré à ce numéro :**

Jérémy BERLEMONT, Guillaume CARTERET, Chloé GARDÈS, Victoria MAURIÈS et Héloïse PLANCKEART

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 60,42 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2109-9367

**N°ISSN (version imprimée) :** 1279-8401

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 0125 T 87146

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Duplprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

**Origine du papier :** Pologne

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** PEFC

**Eutrophisation :** Ptot 0.02 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**N°Cristal 09 69 39 58 58**

APPEL NON SURTAXÉ

**Courriel :** contact@lamyliaisons.fr

**Internet :** www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

# Sommaire

LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 5

DÉSÉQUILIBRE SIGNIFICATIF ..... P. 13

■ Présentation générale

Vincent VIGNEAU

CONSTATS GÉNÉRAUX ..... P. 16

■ Franchise et déséquilibre significatif

Nicolas FERRIER

DIMENSION POLITIQUE ..... P. 23

■ Pour une franchise équitable

Charlotte BELLET

■ Le déséquilibre significatif en franchise : Eldorado pour les franchisés ou triangle des Bermudes pour les franchiseurs ?

Rémi de BALMANN

OBSTACLES ..... P. 34

■ Le déséquilibre significatif, une spécificité franco-française ?

Grégoire TOULOUSE

■ L'efficacité de la procédure du déséquilibre significatif

Gaël CHANTEPIE

# DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL  
DE TOUS  
LES PRATICIENS  
DU DROIT

N°336 • juin 2023

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

DOSSIER

## LES ARBRES HORS FORÊT ET EN FORÊT : DE LA PROTECTION JURIDIQUE À LA GESTION OPTIMISÉE



ÉCLAIRAGE

Directions fiscales :  
la numérisation  
en marche (forcée)

ANALYSE

*Vade-mecum* sur  
le règlement d'une  
succession en droit anglais  
par un notaire français

## ACTUALITÉ

### ÉCLAIRAGE

#### Directions fiscales :

#### la numérisation en marche (forcée)..... 6

La Tax Tech Algonomia, en partenariat avec l'EDHEC Business School et le cabinet d'avocats Fidal, ont publié, le 25 mai 2023, une étude réalisée auprès de grands groupes français sur la maturité digitale des leurs directions fiscales. Au-delà des bonnes intentions, le retard pris pose question quant à l'imminence des nouvelles règles françaises sur la facturation électronique et des obligations au niveau européen.

### ENTRETIEN

#### « N'abandonnons pas le sort des œuvres artistiques au gré des règles successorales classiques »..... 8

Karine Riahi et Julien Brunet, associés du cabinet Spring Legal ont récemment organisé, en partenariat avec une étude notariale, un événement autour de la question des successions en matière de droit d'auteur. Ils font le point sur l'importance, pour les auteurs et les artistes, d'anticiper et de préparer leur succession.

### PROFESSIONS

#### LCB-FT : les déclarations de soupçons en augmentation..... 10

Vendredi 2 juin, Bercy a publié le bilan pour 2022 de l'activité déclarative des professions assujetties à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Il révèle que le nombre de déclarations de soupçons reçues en 2022 a augmenté de 46 % par rapport à 2020, pour atteindre près de 167 000.

## DOSSIER

## LES ARBRES HORS PAYS de la protection juridique

- Pour une protection juridique de l'arbre champêtre..... 24  
Par Ophélie Touzé, doctorante à l'université de Rouen, juriste au CAUE 77
- Cession d'une parcelle boisée, suis-je libre du choix de l'acquéreur ? Le cas du droit de préemption de la SAFER..... 27  
Par Gavin Andréani, doctorant à l'université de Corse Pasquale Paoli (Corte)
- Les plans simples de gestion forestière..... 30  
Par Antoine Courivaud, notaire stagiaire, diplôme supérieur du notariat, université de Poitiers



# SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

## ANALYSE

**Vade-mecum sur le règlement d'une succession en droit anglais par un notaire français**..... 12  
par Aude Lelouvier, avocate

**Les obligations du bailleur et du locataire dans l'avant-projet de réforme des contrats spéciaux**  
**Le changement dans la continuité**.....15  
par Hugues Michelin-Brachet, maître de conférences en droit privé, université de Strasbourg

## CHRONIQUE

**Droit immobilier 2023**..... 45

**FORÊT ET EN FORÊT :**  
**due à la gestion optimisée**

© A-CRÉDITPHOTO

• **Office national des forêts : vers plus de communication**..... 34

Par Frédéric Rocheteau, docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation

• **Défrichement : notion, autorisation et sanction**..... 39

Par Christine Lebel, maître de conférences HDR en droit privé, responsable Axe 2 du CRJFC (Activités économiques et professionnelles), UR 3225, université de Franche-Comté, vice-président de l'Association française de droit rural

## Sommaire du numéro

### Repère

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

#### [Précisions sur l'action en garantie d'un codébiteur postérieurement à la clôture de la liquidation judiciaire](#)

N° 145 - Par Benjamin FERRARI

[Consulter le PDF](#)

### Alertes

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANES

#### [Prescription de l'action en paiement des émoluments du liquidateur](#)

N° 146

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTRATS EN COURS

#### [Résiliation d'un contrat en cours par le juge-commissaire à la demande du débiteur](#)

N° 147

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | DÉCLARATION DES CRÉANCES

#### [Mentions relatives aux intérêts dans la déclaration de créance](#)

N° 148

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | VÉRIFICATION DES CRÉANCES

#### [Caractérisation d'une contestation sérieuse justifiant l'incompétence du juge-commissaire](#)

N° 149

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | SÛRETÉS

#### [Modifications du registre des sûretés mobilières](#)

N° 150

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CRÉANCE POSTÉRIEURE

#### [La taxe foncière n'est pas née pour les besoins de la vie courante du débiteur](#)

N° 151 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

#### [Nullité de droit du transfert de somme d'argent sans contrepartie à un tiers](#)

N° 152

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISISSEMENT

#### [Droit propre du débiteur de se défendre sur le recours formé contre une décision fixant une créance après reprise d'instance](#)

N° 153 - Par Karl LAFAURIE

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | DESSAISISSEMENT

#### [Sanction du non-respect du dessaisissement](#)

N° 154

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | CLÔTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

#### [Le coobligé qui a payé à la place du débiteur une créance antérieure peut exercer l'action en garantie](#)

## de paiement après la clôture de la liquidation judiciaire

N° 155

[Consulter le PDF](#)

SORT DE L'ENTREPRISE, DES DIRIGEANTS ET DES TIERS | RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

**Seul un liquidateur peut engager une action contre un ancien liquidateur si elle tend à réparer l'appauvrissement du gage commun**

N° 156 - Par Maxime DIESBECQ

[Consulter le PDF](#)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL | EFFACEMENT DES DETTES

**Les dettes tenant à un versement indu de RSA ne sont pas des dettes ayant pour origine des manoeuvres frauduleuses commises au préjudice des organismes de protection sociale**

N° 157

[Consulter le PDF](#)

## Sommaire du numéro

### La Semaine du droit

- ÉDITO  
**Humusation**  
N° 726 - Par Patrice SPINOSI [Consulter le PDF](#)
- LES ACTEURS | COUR DE CASSATION  
**François Molins, une vie de Justice**  
N° 727 - Par Florence CREUX-THOMAS [Consulter le PDF](#)
- L'APERÇU RAPIDE | ASSEMBLÉE NATIONALE  
**La déontologie parlementaire entre deux législatures**  
N° 728 - Par Philippe BLACHÈR [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE  
**Arbitrage : l'irrecevabilité d'un recours en annulation de la sentence n'entraîne pas l'exequatur de celle-ci**  
N° 729 [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL  
**Journal officiel du 8 au 14 juin 2023**  
N° 730 [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION  
**Arrêts P de la Cour de cassation du 29 mai au 4 juin 2023**  
N° 731 [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS  
**Le transfert de dette propter rem**  
N° 732 - Par Marc MIGNOT [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROPRIÉTÉ  
**Saga « Maison de poésie » : une fin et quelques interrogations**  
N° 733 - Par Nicolas KILGUS [Consulter le PDF](#)
- CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ASSURANCES TERRESTRES  
**Autonomie du dol par rapport à la faute intentionnelle : la troisième chambre se range à l'analyse de la deuxième**  
N° 734 - Par Pascal DESSUET [Consulter le PDF](#)
- AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS  
**Preuve de l'obligation d'information du prêteur**  
N° 735 [Consulter le PDF](#)
- AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL  
**Journal officiel du 8 au 14 juin 2023**  
N° 736 [Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 29 mai au 4 juin 2023

N° 737

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONSEIL DE PRUD'HOMMES

## Compétence du conseil de prud'hommes pour connaître d'une action en réparation du préjudice subi par un salarié lors de la mise en oeuvre d'un pacte d'actionnaires

N° 738 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## La moitié des abandons de poste sont réalisés en accord avec l'employeur, voire, pour 23 % des cas, suggérés par ce dernier

N° 739

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 8 au 14 juin 2023

N° 740

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation du 29 mai au 4 juin 2023

N° 741

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

## Journal officiel du 8 au 14 juin 2023

N° 742

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

## Arrêts P de la Cour de cassation et A du Conseil d'Etat du 29 mai au 4 juin 2023

N° 743

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSTRUCTION-URBANISME

## PLU de Paris : précisions sur les dispositions relatives à l'éclaircissement des immeubles, aux règles de prospect et aux espaces libres de construction

N° 744 - Par Olivier LE BOT

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

## Contestation de la reconnaissance de paternité d'un enfant né à la suite d'une AMP réalisée à l'étranger

N° 745 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

## Protection de l'identité de groupe

N° 746 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

## Pas de discrimination en matière de (non) exécution du mandat d'arrêt européen

N° 747 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TRANSPORT AÉRIEN

## Pandémie et droit du passager aérien en cas d'annulation de vol

N° 748 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRATS ET OBLIGATIONS

## Mise en pratique de l'enrichissement injustifié : la question du droit transitoire

N° 749 - Par Alix MARCHAUD

[Consulter le PDF](#)



EN RÉGION | EFFETS DE COMMERCE

## Requalification de la lettre de change et avaliste

N° 750 - Par Cindy LIMONIER

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | COUR DE CASSATION

## Quel avenir pour le parquet général de la Cour de cassation ?

N° 751 - Par François MOLINS

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RESPONSABILITÉ CIVILE

## Responsabilité civile

N° 752 - Par Cyril BLOCH et Jonas KNETSCH

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | CORRUPTION

## La nouvelle proposition de directive européenne sur la lutte anti-corruption, un projet ambitieux sauf pour la France

N° 753 - Par Charles-Henri BOERINGER et Jean CHUILON-CROLL

[Consulter le PDF](#)

### La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT 2024

## 3 questions à Florent Loyseau de Grandmaison, candidat au bâtonnat 2024, et Aliénor Kamara-Cavarroc, candidate vice-bâtonnière 2024

N° 754

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BÂTONNAT 2024

## 3 questions à Pierre Hoffman, candidat au bâtonnat 2024, et Vanessa Bousardo, candidate vice-bâtonnière 2024

N° 755

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDICTIONNELLE

## Revalorisation de la rétribution au titre de l'AJ des officiers publics ou ministériels

N° 756

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROCÉDURE PÉNALE

## Criminalité organisée : le régime dérogatoire de la perquisition doit être motivé par des circonstances spécifiques

N° 757

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## Le garde des Sceaux défend les projets de lois Justice devant le CNB

N° 758

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

## Tableau de bord 2023 de la justice dans l'UE

N° 759

[Consulter le PDF](#)

## Sommaire du numéro

### Échos de la pratique

NUMÉRIQUE

#### [3 QUESTIONS - Quelles potentialités des métavers pour le commerce électronique ?](#)

N° 523 - Par Alexandra MENDOZA-CAMINADE

[Consulter le PDF](#)

PROTECTION DU CONSOMMATEUR

#### [Création d'un traitement de données permettant aux agents de la DGCCRF de vérifier les avis déposés en ligne par les consommateurs](#)

N° 524

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### [Communication Commerce électronique](#)

N° 525

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

#### [Droit de la propriété industrielle](#)

N° 526

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

#### [Activité des ETI en 2023](#)

N° 527

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

AFFAIRES | ENTREPRISE

#### [Le Parlement européen et le devoir de vigilance : vers une cogestion des entreprises à l'européenne ?](#)

N° 528 - Par Noëlle LENOIR

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

#### [LCB-FT : le CNB actualise son analyse sectorielle des risques pour la profession d'avocat](#)

N° 529

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

#### [Pratiques anticoncurrentielles : l'évaluation des préjudices passée au crible de la Cour de cassation](#)

N° 530

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

#### [Fonctionnement du marché de l'entremise immobilière : la loi Hoguet mériterait d'être réformée pour l'Autorité de la concurrence](#)

N° 531

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

#### [Pratiques anticoncurrentielles : les nouveaux « REC horizontaux » R & D et Spécialisation sont publiés](#)

N° 532

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

## [L'OCDE actualise ses Principes directeurs sur la conduite responsable des entreprises multinationales](#)

N° 533

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

## [Sécurisation des cryptoactifs : les règlements MiCA et TFR sont publiés au JOUE](#)

N° 534

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

## [Calcul des amendes RGPD et application de l'article 65 \(1\) a\) du RGPD : le CEPD publie les versions définitives de ses lignes directrices](#)

N° 535

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

## [Rémunération des administrateurs et mandataires judiciaires : mise en conformité de la partie réglementaire du Code de commerce avec l'ordonnance « insolvabilité »](#)

N° 536

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

## [Preuve de l'obligation d'information du prêteur](#)

N° 537

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

## [Surendettement des particuliers : point de départ du délai de forclusion et adoption du plan conventionnel de redressement](#)

N° 538

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

## [Office du juge saisi d'un recours formé contre la décision rendue sur la recevabilité de la demande de traitement d'une situation de surendettement](#)

N° 539

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

## [Application de la réforme du régime des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières des sociétés commerciales](#)

N° 540

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | UNION EUROPÉENNE

## [Covid-19 : les conditions financières françaises de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de force majeure invalidées par la CJUE](#)

N° 541

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

## [Un salarié protégé déclaré inapte ne peut être licencié que pour ce motif... en principe](#)

N° 542

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

## [Dispense d'adhésion de l'ayant droit à la mutuelle de son entreprise : importante mise au point de la Cour de cassation](#)

N° 543

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

**Réforme du droit des fusions, scissions et apports partiels d'actifs entre sociétés commerciales**

N° 1183 - Par Clément BARRILLON

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

**Coup d'accordéon à moitié suspendu ?**

N° 1184 - Par Bruno DONDERO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

**Droit de la donnée**

N° 1185 - Par Matthieu BOURGEOIS , Louis THIBIERGE et Julie DEHAVAY

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE

**Dits et non-dits sur la mise en oeuvre de la responsabilité du fait des produits défectueux et de la garantie des vices cachés**

N° 1186 - Par David BAKOUCHE

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

**Contrat de travail et liberté du travail**

N° 1187 - Par Thibault LAHALLE

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

**Quid du sas d'entrée d'un magasin pour le calcul de la TASCOM ?**

N° 1188

[Consulter le PDF](#)

## Sommaire du numéro

### Repère

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

[Liquidation judiciaire simplifiée sans praticien de l'insolvabilité : la Commission européenne « hors sol » !](#)

N° 3 - Par Michel MENJUCQ

### Alertes

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

[15 décembre 2022 - 15 février 2023](#)

N° 14 - Par Florent PETIT et Florent PETIT

VEILLE | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

[Données d'actualité sur la situation financière des entreprises](#)

N° 15 - Par Michel DI MARTINO

VEILLE | CNGTC

[Prix des masters du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce 2023](#)

N° 16

VEILLE | CODE DE L'ARTISANAT

[Nouvelle partie législative du Code de l'artisanat](#)

N° 17

VEILLE | AIDE AUX ENTREPRISES

[Agriculture biologique : la circulaire de mise en oeuvre du fonds d'urgence pour accompagner les exploitations en difficulté est publiée](#)

N° 18

VEILLE BIBLIOGRAPHIQUE | NOTES DE LECTURE

[Notes de lecture](#)

N° 19

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

[Du 1er avril au 31 mai 2023](#)

N° 20

### Commentaires

PLANS | ADOPTION DU PLAN DE CONTINUATION

[Recevabilité de la tierce opposition de l'associé contre le plan désignant un mandataire ad hoc par application de l'article L. 631-9-1 du Code de commerce](#)

N° 48 - Par Karl LAFAURIE

PLANS | EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION



## Maintien de l'effet interruptif de la déclaration de créance à l'égard de la caution jusqu'à l'achèvement du plan de redressement

N° 49 - Par Karl LAFAURIE

PLANS | CONTENU DU PLAN DE CESSION

## Force obligatoire des clauses relatives aux charges de baux repris par le cessionnaire

N° 50 - Par Karl LAFAURIE

DROIT SOCIAL | PRIORITÉ DE RÉEMBAUCHAGE

## Prescription de l'action du salarié en cas de non-respect de la priorité de réembauchage

N° 51 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | RUPTURE CONVENTIONNELLE COLLECTIVE

## Limites de la mise en oeuvre d'une rupture conventionnelle collective

N° 52 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

## Conséquences de l'adhésion du salarié au contrat de sécurisation professionnelle

N° 53 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | CRÉANCES DE COTISATIONS SOCIALES

## L'admission des créances de l'URSSAF à titre privilégié est soumise à inscription

N° 54 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | OBLIGATION DE RECLASSEMENT

## Pas de licenciement économique sans recherche de reclassement

N° 55 - Par François TAQUET

DROIT SOCIAL | PAIEMENT DU SALAIRE

## C'est à l'employeur de prouver le paiement du salaire

N° 56 - Par François TAQUET

SANCTIONS CIVILES | PROCÉDURE

## Point de départ du délai de prescription

N° 57 - Par Arlette MARTIN-SERF

SANCTIONS CIVILES | PROCÉDURE

## Conditions de l'abus par le liquidateur du droit d'agir en responsabilité pour insuffisance d'actif

N° 58 - Par Arlette MARTIN-SERF

SANCTIONS CIVILES | DIRIGEANTS

## Dirigeant de fait. Directeur commercial. Notion d'aveu judiciaire

N° 59 - Par Arlette MARTIN-SERF

SANCTIONS CIVILES | LIEN DE CAUSALITÉ

## Appréciation et contrôle du lien de causalité. Défaut d'établissement des liens entre les fautes retenues contre les dirigeants condamnés et l'insuffisance d'actif

N° 60 - Par Arlette MARTIN-SERF

SANCTIONS CIVILES | RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE

## Prononcé de la sanction postérieur à la clôture de la procédure collective

N° 61 - Par Arlette MARTIN-SERF

## Actualité jurisprudentielle du droit des entreprises en difficulté (1re partie)

N° 20

DÉCLARATION DE CRÉANCE

### [La créance déclarée](#)

N° 21 - Par Stéphanie BARBOT , Pierre CAGNOLI , Valérie LELOUP-THOMAS et Caroline FAURE

CONTESTATION DE CRÉANCE

### [La créance contestée](#)

N° 22 - Par Marie-Laure COQUELET , Valérie LELOUP-THOMAS , Caroline FAURE et François BOUCARD

ENTREPRENEUR INDIVIDUEL

### [La situation du créancier auquel l'insaisissabilité de l'immeuble de l'entrepreneur individuel est inopposable](#)

N° 23 - Par Florent PETIT et Jocelyne VALLANSAN

CONTRATS EN COURS

### [Les contrats en cours](#)

N° 24 - Par Florence REILLE et Valérie LELOUP-THOMAS

ADMISSION DES CRÉANCES

### [Les créances bancaires](#)

N° 25 - Par Marie-Pierre DUMONT , Valérie LELOUP-THOMAS , Caroline FAURE et François BOUCARD

RÉALISATION DE L'ACTIF

### [Les actifs incorporels et l'entreprise en difficulté](#)

N° 26

NANTISSEMENT D'ACTIFS INCORPORELS

### [Le nantissement d'actifs incorporels](#)

N° 27 - Par Cécile LISANTI et Françoise PÉROCHON

FIDUCIE

### [La fiducie d'actifs incorporels](#)

N° 28 - Par Nicolas BORGA

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

### [Cession de fonds de commerce et cession des titres sociaux, quelles modalités de réalisation ?](#)

N° 29 - Par Julien THÉRON

RÉALISATION DE L'ACTIF

### [Vers un marché de la défaillance](#)

N° 30 - Par Étienne ANDRÉ

## Table ronde



PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ

### [La proposition de directive d'harmonisation de certains aspects du droit de l'insolvabilité](#)

N° 2

# Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 3 du 16 juin 2023

---

## Sommaire du numéro

### Éditorial

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA MODERNISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

#### [Upstream cooperation to prevent corporate misconduct](#)

N° 93 - Par Roxana FAMILY

[Consulter le PDF](#)

### Actualités

VEILLE | COMPLIANCE ET ÉTHIQUE DES AFFAIRES - FRANCE

#### [France : projet de loi portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise](#)

N° 94

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROJET DE LOI

#### [France : projet de loi relatif à l'industrie verte](#)

N° 95

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROJET DE LOI

#### [France : projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique](#)

N° 96

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PNF

#### [France : enquête du PNF contre le groupe Thalès pour soupçons de corruption en Inde](#)

N° 97

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONCLUSIONS DE LA MISSION PARLEMENTAIRE

#### [France : publication des conclusions de la mission parlementaire flash sur la rédaction du décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts](#)

N° 98

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE

#### [France/Mexique : publication d'un rapport sur l'application de la loi sur le devoir de vigilance par CCFD-Terre Solidaire, l'ECCHR et ProDESC](#)

N° 99

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉFÉRENTIEL

#### [France : proposition pour une refonte du référentiel adopté par le Comité du label ISR](#)

N° 100

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

#### [France : lancement par l'AFA d'un nouveau module d'auto-formation à l'anticorruption et nomination des nouveaux membres de la Commission des sanctions](#)

N° 101

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FRANCE/USA

#### [France/USA : engagement de la France d'encadrer les logiciels espions commerciaux](#)

N° 102

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | BILAN CARBONE

[France : publication du premier bilan carbone de la région Île-de-France](#)

N° 103

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SAY ON CLIMATE

[France : résolution Say on Climate de 16 actionnaires d'ENGIE réclamant un vote annuel relatif au plan de lutte contre le réchauffement climatique de l'entreprise](#)

N° 104

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MISE EN EXAMEN

[France : mise en examen pour corruption de Vincent Bolloré confirmée en appel](#)

N° 105

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIRECTIVE

[France : transposition par la France de la directive CSRD dans les 9 mois](#)

N° 106

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

[France : encouragement par l'AMF du dialogue actionnarial sur les stratégies de lutte contre le réchauffement climatique des entreprises cotées et rapport sur le réchauffement climatique](#)

N° 107

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AFA

[France : publication par l'AFA du guide relatif aux enquêtes internes anticorruption](#)

N° 108

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

[Pays-Bas : annonce des restrictions sur les exportations de technologies les plus avancées en matière de semi-conducteurs](#)

N° 109

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROUMANIE

[Roumanie : adoption par le Sénat d'une loi limitant le champ d'application de l'infraction d'abus de pouvoir](#)

N° 110

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SLOVAQUIE

[Slovaquie : culpabilité pour corruption du gouverneur de la banque centrale](#)

N° 111

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PARLEMENT EUROPÉEN

[UE : approbation par le Parlement européen d'une proposition de règlement relative aux informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs](#)

N° 112

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REPORTING

[UE : retard dans la publication des normes sectorielles en matière de reporting en matière de durabilité](#)

N° 113

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROPOSITION DE DIRECTIVE

[UE : proposition de directive encadrant les affirmations vertes faites par les labels et les entreprises](#)

N° 114

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | UNION EUROPÉENNE

## [Union européenne : plus 10 000 entreprises étrangères impactées par la directive CSRD](#)

N° 115

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RAPPORT ANNUEL

## [Union européenne : publication du rapport annuel du Parquet européen](#)

N° 116

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## [Australie : menace de poursuites de OpenAi par un ex-lanceur d'alerte identifié par ChatGPT comme auteur de corruption](#)

N° 117

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SAMUEL BANKMAN

## [États-Unis : inculpation de Samuel Bankman-Fried pour corruption d'agents publics chinois](#)

N° 118

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENQUÊTE DU DOJ

## [États-Unis : enquête du DOJ sur des banques suisses accusées de violations des sanctions économiques contre la Russie](#)

N° 119

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LIGNES DIRECTRICES

## [États-Unis : mise à jour des lignes directrices du DOJ concernant l'évaluation des programmes conformité des entreprises](#)

N° 120

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

## [États-Unis : veto du président Joe Biden pour soutenir la prise en compte de facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance \(ESG\) dans les décisions d'investissement](#)

N° 121

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONDAMNATION POUR CORRUPTION

## [Japon : première condamnation pour corruption dans le cadre des procès des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo](#)

N° 122

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CORRUPTION

## [Liban : soupçons de corruption au sein de la Banque du Liban relevés par des enquêteurs européens](#)

N° 123

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GAFI

## [International : publication par le GAFI de la mise à jour de son guide d'orientation sur la propriété effective des personnes morales](#)

N° 124

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | OUGANDA

## [Ouganda : une ministre inculpée pour corruption](#)

N° 125

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ROYAUME-UNI

## [Royaume-Uni : suspension d'un député pour lobbying illégal](#)

N° 126

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SFO

## [Royaume-Uni : extension des pouvoirs du directeur du SFO et création d'un nouveau délit de défaut](#)



## de prévention de fraude

N° 127

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INSCRIPTION SUR LA LISTE DES SANCTIONS

**Royaume-Uni : rejet de la première contestation d'une inscription sur la liste des sanctions par la High Court**

N° 128

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INVESTISSEMENT RESPONSABLE

**Royaume-Uni : publication d'un rapport sur l'investissement responsable de l'ONG ShareAction**

N° 129

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

**Suisse : condamnation de quatre ex-banquiers pour avoir aidé un proche de Vladimir Poutine à verser des fonds sur des comptes en banque**

N° 130

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUISSE

**Suisse : exhortation des États-Unis, de l'UE et du G7 à ce que la Suisse respecte davantage les sanctions à l'égard de la Russie**

N° 131

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | VENEZUELA

**Venezuela : intensification de la répression de la corruption avec adoption d'une nouvelle loi sur la saisie des avoirs**

N° 132

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ZIMBABWE

**Zimbabwe : ouverture d'une enquête par le gouvernement sur un trafic d'or illicite et des activités de blanchiment**

N° 133 - Par Isabelle BUFFLIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES ET DROITS HUMAINS - FRANCE

**Crimes contre la communauté ouïghoure - Plainte avec constitution de partie civile contre des entreprises de l'habillement**

N° 134

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DEVOIR DE VIGILANCE

**Devoir de vigilance - Rapport des ONGs sur les premiers contentieux liés au devoir de vigilance**

N° 135

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT ET LA VIOLENCE

**Lutte contre le harcèlement et la violence - Ratification par la France de la Convention 190**

N° 136

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CONFLIT UKRAINIEN

**Conflit ukrainien - Plainte contre TotalEnergies pour complicité de crimes de guerre**

N° 137

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | EUROPE

**Déforestation - Adoption du règlement européen sur la déforestation importée par le Parlement européen**

N° 138

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | GREENWASHING

## Greenwashing - Proposition de la commission européenne

N° 139

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ECOCIDE

## Ecocide - Reconnaissance par le Parlement européen

N° 140

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTERNATIONAL

## Canada - Adoption d'une loi contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement

N° 141

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ONU

## ONU - Résolution sur l'économie sociale et solidaire

N° 142

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMNESTY INTERNATIONAL

## Amnesty International - Rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde

N° 143 - Par Charlotte MICHON

[Consulter le PDF](#)

## Chronique

SANCTIONS & CONTRÔLE DES EXPORTATIONS

## Developments in EU Sanctions & Export Controls (January - April 2023)

N° 144 - Par Jan DUNIN-WASOWICZ et Anita MAKLAKOVA

[Consulter le PDF](#)

## Études

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## Compensations industrielles et corruption : des choses que l'on peut révoquer en doute

N° 145 - Par Cecilia PECHMEZE

[Consulter le PDF](#)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## De l'incrimination française de la corruption « européenne »

N° 146 - Par Marc SEGONDS

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ÉCONOMIQUE

## Enforcement by Example : DOJ Exploits Ericsson Resolution to Punctuate New Policies

N° 147 - Par Robert D. LUSKIN et Bridget VUONA

[Consulter le PDF](#)

ENQUÊTES INTERNES ANTICORRUPTION

## Guide pratique sur les enquêtes internes anticorruption et droits de la défense : l'AFA et le PNF persistant et signent

N° 148 - Par Thomas BAUDESSON

[Consulter le PDF](#)

## Fiche pratique

DROITS HUMAINS

## Évaluer ses tiers en matière de droits humains



## À la une

### Le formalisme informatif du droit de rétractation en cas de contrat mixte

note par Fanny BINOIS sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 17 mai 2023

*Ces derniers mois, le contentieux du droit de la consommation est en partie alimenté par les contrats de fourniture et d'installation de panneaux photovoltaïques. Malgré la mixité de l'opération, ces derniers doivent être qualifiés de contrats de vente, ce qui impacte les conditions d'exercice du droit de rétractation.*



© dusanpetkovic1\_AdobeStock

## Actualité

### Les avocats, partie prenante de la stratégie française d'influence par le droit

focus

« Nous vivons une période historique pour l'ENM qui change de dimension »

entretien avec Nathalie RORET

## Doctrine

### Les compétences du JEX mobilier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 : les saisies des rémunérations et les autres

étude par Cyril ROTH

## Technique

### Parentalité des avocats et avocates : de nouveaux droits... toujours insuffisants ?

par Anne-Laure CASADO et Olivia ROCHE

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• **Dorothee GALLOIS-COCHET**

*Professeure à l'université Paris-Dauphine*

• **Maud LAROCHE**

*Professeure à l'université de Rouen Normandie*

AVEC LA PARTICIPATION DE

Clément BARRILLON, Bastien BRIGNON, Matthieu BUCHBERGER, Marie CAFFIN-MOI, Margaux DEUCLER, Anaïs FRITZINGER, Xavier LEMARÉCHAL, Vincent MALASSIGNÉ, David MANTIENNE, Thibaut MASSART, Célia MAYRAN, Claire-Anne MICHEL, Jean-Marc MOULIN, Isabelle PRODHOMME, Bénédicte PÉREZ, Anne RABREAU, Mathieu STOCLET, Guillaume VALDELIÈVRE et Anne-Françoise ZATTARA



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

**P-DG, Directeur de la publication :** Bruno Vergé  
**Directrice générale déléguée :** Emmanuelle Filiberti  
**Présidente du Conseil scientifique :**  
Marie Burguburu Charvet

**Rédactrice en chef :** Laurence Garnerie  
**Coordinatrice de la Gazette spécialisée :** Marie Rajchenbach  
**Rédacteurs :** Catherine Berlaud, Nathalie Finck  
et Samuel Seroc  
**Responsable scientifique :** Pauline Le Monnier de Gouville  
**Secrétaire de rédaction :** Elsa Boulinguez

**Rédaction :**  
Tél. : 01 40 93 40 00  
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

**Abonnements :**  
Tél. : 01 40 93 40 40  
Courriel : abonnements@lextenso.fr

**Publicité :** benoit.favre@lextenso.fr  
Tél. : 01 40 93 40 68

**Tarifs 2023**  
\* Prix TTC au n° : 20 €  
+ frais de port  
\* Abonnement France (un an) :  
Journal seul : 570,74 € TTC  
Recueils + table seuls : 556,45 € TTC  
Journal, recueil + table : 764,73 €  
Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC  
\* Abonnement étranger (un an) :  
Journal seul : 645 €  
Journal, recueil + table : 859 €  
Abonnement feuilletable numérique : 239 €

**Internet :** gazette-du-palais.fr  
**Twitter :** @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097  
ISSN 0242-6331  
Dépôt légal à parution  
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,  
53101 Mayenne CEDEX  
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres  
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),  
issus de forêts gérées durablement ;  
impact gaz à effet de serre  
pour un exemplaire : 713 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

**Projets d'articles :** les manuscrits doivent être adressés par  
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr  
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas  
de page et espaces compris).  
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits  
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon  
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.  
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant  
unique permettant de retrouver directement l'article  
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

## Actualité

- GPL451e5 ■ **PJL Justice : les sénateurs n'oublient pas les avocats** 3
- GPL451e7 ■ **Au CNB, des finances saines malgré le désamour des avocats pour les services payants** 5
- GPL451e6 ■ **Les avocats, partie prenante de la stratégie française d'influence par le droit** 6
- GPL451f4 ■ **« Nous vivons une période historique pour l'ENM qui change de dimension »**  
entretien avec Nathalie RORET 8



## Doctrine

- GPL450n9 ■ **Les compétences du JEX mobilier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 : les saisies des rémunérations et les autres**  
étude par Cyril ROTH 11

## Technique

- GPL451f1 ■ **Parentalité des avocats et avocates : de nouveaux droits... toujours insuffisants ?**  
par Anne-Laure CASADO et Olivia ROCHE 15

## Jurisprudence

- GPL451b6 ■ **Le formalisme informatif du droit de rétractation en cas de contrat mixte**  
note par Fanny BINOIS sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 17 mai 2023 19
- GPL451e4 ■ **Mesures de restitution de l'article L. 480-5 du Code de l'urbanisme et notion de « tout indivisible »**  
note par Laurent SAENKO sous Cass. crim., 16 mai 2023 22
- GPL450x8 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation**  
par Catherine BERLAUD 26
- GPL450n5 ■ **Panorama de jurisprudence du Conseil d'État**  
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 31
- GPL451b1 ■ **Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme**  
par Catherine BERLAUD 34
- GPL450v2 ■ **Chronique de jurisprudence de droit de la presse**  
par François FOURMENT et Philippe PIOT <https://lext.so/GPL450v2> 
- GPL450v1 ■ **Chronique de jurisprudence de droit des mineurs**  
par Delphine THOMAS-TAILLANDIER <https://lext.so/GPL450v1> 

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

35

Sous la responsabilité scientifique de  
Dorothee GALLOIS-COCHET et Maud LAROCHE

La semaine prochaine, retrouvez notre hors-série dématérialisé  
consacré au 47<sup>e</sup> colloque de l'Association Droit & Commerce  
sur le Kiosque et La Base Lextenso.

## DOCTRINE

Déjà dix ans de réjouissance pour les couples de personnes de même sexe grâce au mariage pour tous

Isabelle Corpart

Projet de loi *Industrie verte* : la consécration d'un privilège environnemental

Olivier Buisine

## JURISPRUDENCE

Faute inassurable : le ralliement de la troisième chambre civile  
(Cass. 3<sup>e</sup> civ., 30 mars 2023, n° 21-21084)

Pierre-Grégoire Marly

Cause toujours, tu m'intéresses ! De l'obligation du juge de dire qu'il a pris en considération l'avis de l'enfant  
(Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 févr. 2023, n° 21-18498)

Melissa Paulet

## PRATIQUE

La loi visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux : à quoi s'attendre concrètement ?

Yaël Cohen-Hadria

Focus sur la nouvelle présentation des bulletins de paie

Laurence Breton-Kueny

### DOCTRINE

- LPA202j8** **La fragmentation du droit de propriété** PAGE 5  
**Thomas Starky Ngwa Mendome**  
*Le développement du phénomène de l'innommé en droit civil des biens justifie une réflexion sur les concepts et les institutions structurants cette discipline du droit privé. La fragmentation du droit de propriété apparaît, à bien des égards, comme une grille de lecture des droits réels sui generis, en droit privé contemporain.*
- LPA202j0** **En votant une proposition de loi ramenant l'âge légal de la retraite à 62 ans, l'Assemblée ouvrirait une crise institutionnelle majeure !** PAGE 12  
**Pierre Avril, Jean-Pierre Camby et Jean-Éric Schoettl**  
*Les propositions de loi n° 1164 et n° 1165 présentées par Bertrand Pancher et, pour la première, par de nombreux députés, visent implicitement ou explicitement à abroger le report de l'âge légal de la retraite à 64 ans. Elles ont été déposées alors qu'était à peine sèche l'encre de la décision du Conseil constitutionnel du 14 avril et que venait d'être publiée la loi sur les retraites. Cette initiative du groupe LIOT pose une question cruciale au regard de l'article 40 de la Constitution. Alors même que l'irrecevabilité financière d'une telle initiative parlementaire est flagrante, le débat se concentre sur des questions de procédure et de compétence. Les procédures parlementaires relatives à la mise en œuvre de l'article 40 s'appliquaient jusqu'ici de manière satisfaisante parce qu'une logique de dédoublement fonctionnel entre le politique et une fonction de nature juridictionnelle prévalait. L'abandon de cette logique d'autocontrôle, pour des raisons d'opportunité politique, pourrait aboutir à restreindre l'autonomie décisionnelle du Parlement.*
- LPA202i7** **Déjà dix ans de réjouissance pour les couples de personnes de même sexe grâce au mariage pour tous** PAGE 17  
**Isabelle Corpart**  
*Les couples de femmes et les couples d'hommes avaient demandé de longue date aux autorités le droit de fonder une famille en se mariant, ce qui leur permettrait aussi de devenir, ensemble, parents adoptifs. Bien que ces demandes aient suscité de vives polémiques, ils ont été soutenus par le président de la République qui avait promis au moment des élections qu'il s'occuperait de ce sujet. Le mariage pour tous a fini par voir le jour avec la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013 qui a modifié l'article 143 du Code civil. Désormais, « le mariage est contracté par deux personnes de sexe différent ou de même sexe ». La vie familiale des personnes homosexuelles a changé car beaucoup d'entre elles ont convolé en justes noces. Cependant, faire le point sur leur situation montre qu'elles rencontrent encore des difficultés.*
- LPA202k0** **Projet de loi *Industrie verte*: la consécration d'un privilège environnemental** PAGE 22  
**Olivier Buisine**  
*La législation relative aux obligations en matière de dépollution résultant de la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement est en constante évolution. Le droit des entreprises en difficulté ne déroge pas aux dispositions du droit de l'environnement. Le projet de loi Industrie verte consacre un nouveau privilège en matière environnementale en cas de procédure collective et modifie les articles L. 641-13 et L. 643-8 du Code de commerce.*

## JURISPRUDENCE

- LPA202j9** **Meta condamnée à une amende historique par l'autorité de contrôle irlandaise des données personnelles : décryptage** PAGE 27
- Laura Petiot**  
Data Protection Commission, Decision of the Data Protection Commission made pursuant to Section 111 of the Data Protection Act, 2018 and Articles 60 and 65 of the General Data Protection Regulation, 12 mai 2023  
*Vendredi 12 mai 2023, près de cinq années après l'entrée en vigueur du règlement général sur la protection des données (RGPD), la société Meta (Meta Platforms Ireland Limited) a été condamnée à une amende record de 1,2 milliard d'euros par la Data Protection Commission, l'autorité de contrôle irlandaise des données personnelles, équivalent français de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).*  
*Épilogue d'une saga judiciaire fleuve, la décision – prise selon les modalités prévues par les articles 60 et 65 du RGPD – tire les conclusions d'une enquête débutée en 2015, peu de temps après que la Cour de justice de l'Union européenne a invalidé les principes de l'accord UE-USA dit Safe Harbor, un mécanisme de certification pour les sociétés établies aux États-Unis d'Amérique, initialement reconnu comme offrant un niveau de protection adéquat aux données personnelles transférées outre-Atlantique. Décryptage.*
- LPA202j7** **Faute inassurable : le ralliement de la troisième chambre civile** PAGE 31
- Pierre-Grégoire Marly**  
Cass. 3<sup>e</sup> civ., 30 mars 2023, n° 21-21084  
*Après quelque hésitation, la troisième chambre civile se rallie clairement à la deuxième chambre civile en matière de faute inassurable dont elle retient désormais une conception dualiste, où la faute dolosive « s'entend d'un acte délibéré de l'assuré commis avec la conscience du caractère inéluctable de ses conséquences dommageables ».*
- LPA202j6** **Cause toujours, tu m'intéresses ! De l'obligation du juge de dire qu'il a pris en considération l'avis de l'enfant** PAGE 33
- Melissa Paulet**  
Cass. 1<sup>re</sup> civ., 15 févr. 2023, n° 21-18498  
*Par son arrêt du 15 février 2023, la première chambre civile de la Cour de cassation affirme que les juges du fond ne sont pas tenus de préciser qu'ils ont pris en considération les sentiments exprimés par l'enfant auditionné conformément à l'article 388-1 du Code civil. Elle contredit ainsi la solution issue d'un arrêt de la deuxième chambre civile du 20 novembre 1996. Or, si elle était confirmée, la position de la première chambre civile permettrait d'évacuer l'idée véhiculée par l'obligation de motivation en cause qu'un enfant puisse être entendu sans être écouté.*
- LPA202j5** **Retour sur les conditions de la déclaration judiciaire de délaissement parental** PAGE 37
- Fanny Rogue**  
Cass. 1<sup>re</sup> civ., 30 nov. 2022, n° 20-22903  
*L'arrêt du 30 novembre 2022 de la première chambre civile rappelle les conditions de la déclaration judiciaire de délaissement parental, prononcée en l'espèce à l'encontre des deux parents, dans une situation d'espèce topique.*



- LPA202j2** **Applicabilité du règlement *Bruxelles I bis* et domicile du défendeur** PAGE 45
- Souheyla Chekir et Benjamin Saunier**  
Cass. 1<sup>re</sup> civ., 1<sup>er</sup> févr. 2023, n° 20-15703  
*Dans un arrêt rendu le 1<sup>er</sup> février 2023, la première chambre civile de la Cour de cassation a considéré que le règlement Bruxelles I bis ne s'appliquait pas aux défendeurs domiciliés dans un État tiers à l'Union européenne. Cette affirmation est inexacte dans la mesure où la quasi-totalité des dispositions de ce règlement sont susceptibles de leur être appliquées. Le droit français gagnerait, du reste, à ce que soient étendues à ces « défendeurs extra-européens » les quelques règles qui font du domicile du défendeur dans l'Union européenne une condition de leur application.*
- LPA202j1** **Cession d'actions : attention, le promettant d'une promesse unilatérale s'oblige définitivement et ne peut se rétracter** PAGE 49
- Paul-Ludovic Niel**  
Cass. com., 15 mars 2023, n° 21-20399  
*Pour la Cour de cassation, le principe selon lequel la révocation de la promesse avant l'expiration du temps laissé au bénéficiaire pour opter n'empêche pas la formation du contrat promis.*
- LPA202i9** **Déclin de l'autorité de la chose jugée en matière de clauses abusives, pour une protection du consommateur** PAGE 53
- Chloé Calmettes**  
Cass. com., 8 févr. 2023, n° 21-17763  
*S'il est une lutte perpétuelle contre les clauses abusives, la portée de l'arrêt du 8 février 2023 est significative. Puisant directement dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), la chambre commerciale de la Cour de cassation renforce l'office du juge, à travers l'obligation d'examiner le caractère abusif des clauses contractuelles, aux dépens de la force de l'autorité de la chose jugée. En effet, l'autorité de la chose jugée d'une décision d'admission de la créance au passif d'une procédure collective ne fait pas obstacle au contrôle des clauses abusives devant le juge de l'exécution statuant lors de l'audience d'orientation.*
- LPA202i8** **La révocation d'une promesse unilatérale de vente consentie avant l'entrée en vigueur de la réforme du 10 février 2016 n'empêche pas la formation du contrat promis !** PAGE 57
- Jérôme Attard**  
Cass. com., 15 mars 2023, n° 21-20399  
*La chambre commerciale rejoint la troisième chambre civile de la Cour de cassation. L'auteur d'une promesse unilatérale de vente, même consentie antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 10 février 2016, s'engage définitivement et ne peut se rétracter même avant l'ouverture du délai d'option offert au bénéficiaire.*
- LPA202k1** **Social : précisions jurisprudentielles sur la consultation du CSE concernant les conséquences environnementales d'un projet de déménagement** PAGE 59
- Sarah Amoussou et Frédéric-Guillaume Laprèvote**  
TJ Nantes, 22 déc. 2022, n° 22/01144  
*Depuis 2021, le législateur fait peser sur l'employeur une obligation d'information-consultation du CSE sur les « conséquences environnementales » de certains projets, sans toutefois déterminer le contenu de cette dernière. Saisi pour la première fois de la question, le président du tribunal judiciaire de Nantes tente de combler la carence du législateur. L'analyse du jugement du 22 décembre 2022 révèle qu'en réalité ce dernier soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses.*

**LPA202j3** **La demande de nullité du bail commercial pour erreur sur les qualités substantielles, retour sur l'appréciation**

PAGE **63**

**Marion Villar**

Cass. 3<sup>e</sup> civ., 15 févr. 2023, n° 21-23166

*À défaut d'éléments permettant d'apprécier le vice à la conclusion du bail, une augmentation des charges locatives dans les trois ans de sa conclusion n'entraîne pas l'annulation du contrat pour erreur sur les qualités substantielles.*

## PRATIQUE

**LPA202k2** **La loi visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux : à quoi s'attendre concrètement ?**

PAGE **66**

**Yaël Cohen-Hadria**

*La facilité d'accès aux contenus digitaux comme la facilité de créer ces contenus conduit à des dérives que la loi tente souvent de rattraper. C'est ce qu'illustre la loi sur les influenceurs visant à réguler les activités autour des personnes qui mobilisent leur notoriété pour créer des contenus en ligne, en vue de faire de la promotion (biens, services, causes diverses), en contrepartie d'une rémunération ou d'un avantage en nature. Agents d'influenceurs, influenceurs et annonceurs sont désormais contraints par des règles à respecter sous peine de sanctions graves.*

**LPA202k3** **Focus sur la nouvelle présentation des bulletins de paie**

PAGE **69**

**Laurence Breton-Kueny**

*À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023, la présentation des bulletins de paie évolue. L'objectif ? Mieux informer les salariés sur les ressources prises en compte pour le calcul de leurs droits à certaines prestations sociales comme la prime d'activité ou le RSA et simplifier certaines informations. Le point avec Laurence Breton-Kueny, directrice des ressources humaines du groupe AFNOR et vice-présidente de l'ANDRH.*

**LPA202k4** **Décret du 16 mars 2023 : comment résilier en 3 clics votre contrat d'assurance !**

PAGE **71**

**Yves Broussolle**

*Le décret apporte des précisions sur les modalités d'accès et d'utilisation de la fonctionnalité de résiliation et de dénonciation par voie électronique des contrats et règlements prévue à l'article 17 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 pour le secteur de l'assurance.*

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :  
redaction@lextenso.fr